

# Pourquoi le patient est au cœur de ma politique

MAGGIE DE BLOCK

*Médecin et ministre de la Santé publique et des Affaires sociales (Open Vld)*

**L**e patient est au centre de ma politique. Notre système de soins de santé doit en effet s'articuler autour du patient et non l'inverse. Le patient a droit à la clarté et à la transparence. Ainsi se construit la confiance et les patients prennent connaissance et conscience de la qualité des soins mis en œuvre. Tous ces éléments sont essentiels pour que le patient puisse prendre sa santé en mains.

En ces temps budgétaires difficiles, je me dois d'exposer clairement et sans détour aux citoyens les économies qui seront réalisées cette année dans notre système de soins de santé et de lui expliquer, d'autre part, que le patient paiera globalement moins cette année que l'an dernier.

## Dépenser moins

En 2015, nous voulons dépenser au total 355 millions de moins qu'initialement prévu. L'objectif principal de nos économies est d'assurer un système de soins de santé accessible à tous; nos soins doivent donc être abordables pour le patient et sa famille. Notre système de soins de santé doit aussi s'améliorer sur le plan qualitatif et une planification pluriannuelle stable et durable s'impose. La norme de croissance budgétaire est fixée à 1,5%. Les mesures doivent donc impérativement contenir des réformes structurelles et fondamentales.

C'est vrai, le ticket modérateur chez le spécialiste augmente. La proposition d'harmoniser le ticket modérateur en le faisant passer à 3

euros pour les 1,9 million de bénéficiaires de l'intervention majorée et à 12 euros pour les autres citoyens, indépendamment de la spécialisation, émane du renommé Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE) et rapporterait 32,9 millions d'euros.

Nous simplifions et le ticket mo-

dérateur n'est plus soumis à l'inflation et aux négociations inflationnistes. Ensuite, les montants fixes offrent plus de transparence et ont un effet modérateur optimal, de sorte que les gens qui ont besoin des soins les plus urgents peuvent obtenir les meilleurs soins.

Dans le même temps, les prix des médicaments et des implants diminuent respectivement de 23 millions et 6 millions d'euros, et les patients économisent 10 millions supplémentaires grâce à la suppression des suppléments d'honoraires en chambre double ou multiple pour l'hospitalisation de jour. Au total, cela signifie 39 millions d'euros de dépenses en moins pour le patient. Une chose est donc claire: au final, les patients sont donc gagnants: ils déboursent quelque 6 millions de moins pour leurs soins de santé.

Nous avons également mis en chantier d'indispensables réformes générant des gains d'efficacité: les services de réanimation, de dialyse et de maternité seront profondément modifiés. Je travaille notamment à un trajet de soins mère-enfant qui offrira un meilleur soutien aux jeunes mères en dehors de l'hôpital. Ces réformes ne coûteront pas un euro de plus au patient et favoriseront la qualité des soins.

D'autres économies se portent sur le report du régime du tiers-payant, dû aux retards pris dans les adaptations de l'infrastructure TIC, entre autres près des mutualités. Les mammographies numériques seront maintenues. Quant aux screenings indispensables à la prévention du cancer du sein chez les femmes, ils seront réorganisés, ce qui permettra aussi des économies.

## Quatre chantiers clés

Dans quatre domaines clés, nous donnons au patient une place encore plus fondamentalement centrale dans la politique. Dans ces

domaines, j'entends réaliser d'ici la fin de cette législature un changement radical. Mon plus vaste chantier de réformes, et probablement

le plus important, est le financement des hôpitaux. Le système actuel, qualifié dans le jargon d'hospitalocentrique, doit rendre au patient sa place au cœur du paysage de soins.

Pour ce faire, nous faisons davantage évoluer le financement selon le besoin de santé du patient qu'en fonction du service qu'il utilise temporairement. Dans une société vieillissante, nous devons également miser sur des soins innovants et sur un système de financement des maladies chroniques en dehors des hôpitaux. À cet égard, je peux heureusement aussi compter sur la collaboration constructive de mes collègues des entités fédérées.

Par ailleurs, la Belgique doit rattraper son retard en matière de soins de santé mentale. Laissant de côté une médication excessive, nous devons évoluer vers une approche holistique et psychosociale des problèmes de santé mentale. J'ai ainsi libéré 20 millions d'euros supplémentaires le mois dernier en faveur de la santé mentale pour les enfants et adolescents.

## Un dossier médical électronique pour tous

Enfin, j'entends d'ici la fin de mon mandat, offrir la possibilité à tous les Belges de disposer d'un dossier médical électronique. Nous devons capitaliser sur notre position de force dans le domaine de l'e-santé au profit du patient, car qui dit citoyens mieux informés dit citoyens en meilleure santé. C'est la raison pour laquelle les organisations de patients siègent désormais au conseil d'administration du KCE. J'ai également accordé à ces associations des moyens supplémentaires pour la mise en place d'antennes locales. Grâce à des associations de patients plus accessibles, la voix du patient trouvera un écho encore plus important dans ma politique.

Je suis convaincue que cette politique, qui tourne réellement autour du patient et le rend acteur de sa santé, prouvera son accessibilité, sa qualité et sa durabilité.